



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 26 – Edition du 6 avril 2023

1

BULGARIE

- ❖ Résultats des élections législatives anticipées du 4 avril 2023
- ❖ Prévisions macroéconomiques de printemps du ministère des Finances
- ❖ Visite du Secrétaire général de l'OCDE à Sofia
- ❖ Signature de deux accords avec la BERD relatifs à la production et au stockage d'électricité provenant de sources renouvelables
- ❖ Elaboration d'une feuille de route hydrogène
- ❖ L'industrie automobile représente 11 % du PIB

LE CHIFFRE A RETENIR :

52,3 MD €

LE MONTANT DES RESERVES DE
CHANGE DE LA BANQUE NATIONALE
DE ROUMANIE EN MARS 2023

CHYPRE

- ❖ Le FMI souligne la résilience de l'économie chypriote en 2022 et s'attend à un ralentissement de la croissance en 2023
- ❖ Chypre a émis avec succès sa première obligation souveraine « verte » à hauteur de 1 Md€
- ❖ Le ratio de prêts non-performants diminue sur un mois en décembre 2022, à 9,5%
- ❖ Visite du Président Nikos Christodoulides en Egypte et discussions autour du renforcement des relations bilatérales dans le domaine énergétique
- ❖ Au cours du mois de février, 71 921 touristes ont visité Chypre (+65,6% sur un an)

GRECE

- ❖ En mars 2023, le taux d'inflation annuel de la Grèce recule à 5,4%
- ❖ Le taux de chômage repart à la hausse en février, à 11,4 %
- ❖ Consolidation budgétaire
- ❖ Reprise partielle, à partir du 3 avril, de la liaison entre Thessalonique et Athènes
- ❖ Absence d'offre pour la concession du gisement au sud de Kavala
- ❖ En janvier 2022, les recettes de voyage ont atteint 224 M€ (+71,9% en g.a.)

ROUMANIE

- ❖ Les prix à la production reculent en février
- ❖ La Banque Nationale de Roumanie continue d'accroître ses réserves de change en mars
- ❖ Le taux de chômage recule légèrement en février
- ❖ Le tourisme étranger en Roumanie est en forte hausse depuis le début de l'année
- ❖ La Roumanie remet en cause le cadre européen pour l'export des céréales ukrainiennes

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Politique : résultats des élections législatives anticipées du 4 avril 2023. Selon [les résultats](#) annoncés par la Commission électorale centrale, six partis entrent à l'Assemblée nationale suite aux élections législatives anticipées du 4 avril 2023 (cinquièmes élections législatives en 2 ans) :

- 1/ la coalition GuERB-UFD (centre-droite) de Boïko Borissov, ancien Premier ministre à trois reprises pendant la période 2009-2021, avec 26,5 % des voix, soit 69 sièges sur 240 à l'Assemblée nationale ;
- 2/ la coalition réformiste « Poursuivons le changement – Bulgarie démocratique », dont l'un des co-présidents est Kiril Petkov, Premier ministre entre décembre 2021 et juillet 2022, avec 24,6 % ou 64 députés ;
- 3/ « Renaissance » (parti nationaliste et pro-russe) : 14,2 % ou 37 sièges ;
- 4/ « Mouvement des droits et des libertés » avec 13,7 % des suffrages, soit 35 députés ;
- 5/ Parti socialiste bulgare : 8,9 % ou 24 sièges ;
- 6/ « Il y a un tel peuple » (parti populiste du présentateur de télévision Slavi Trifonov), avec 4,1 % ou 11 députés.

Le taux de participation a été très faible (40,6 %). Compte tenu du paysage politique très fragmenté, la formation d'un gouvernement s'annonce difficile.

Prévisions macroéconomiques de printemps du ministère des Finances. Selon [les prévisions](#) macroéconomiques de printemps du ministère des Finances, la croissance du PIB serait de 1,8 % en 2023, après 3,4 % en 2022, en raison du ralentissement de la demande extérieure et de la consommation. En 2023, le taux de chômage baisserait davantage à 4,1 %, contre 4,3 % en 2022. Le ministère des Finances s'attend à une réduction de l'inflation cette année : l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en moyenne annuelle diminuerait à 8,7 % en 2023, contre 13 % en 2022, suite à un ralentissement des prix des produits alimentaires et énergétiques. Le solde du compte courant se maintiendrait pratiquement au même niveau qu'en 2022, à -0,7 % du PIB. Les crédits aux entreprises augmenteraient de 7,2 % en 2023, après une hausse de 11,1 % en 2022 et les crédits aux ménages de 11,7 % en 2023 après un accroissement de 14,6 % en 2022. Ce ralentissement serait dû à la baisse de la croissance et à la hausse des taux d'intérêts.

Visite du Secrétaire général de l'OCDE à Sofia. Le Secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, s'est rendu à Sofia le 4 avril dernier à l'occasion de la présentation de [l'Etude économique](#) consacrée à la Bulgarie préparée par l'organisation. Il a donné une conférence de presse avec le Premier ministre intérimaire Galab Donev. Selon le Premier ministre, l'adhésion de la Bulgarie à l'OCDE est une priorité pour le pays. M. Cormann a noté l'avancement des travaux concernant l'adhésion de la Bulgarie à l'organisation.

D'après le rapport, la reprise économique du pays consécutive à la pandémie a été perturbée par la crise énergétique mondiale. De nouvelles réformes contribueraient à augmenter la croissance et à accélérer la convergence vers le revenu moyen des pays de l'OCDE. Il est par ailleurs préconisé que les aides accordées pour alléger le coût élevé de l'énergie soient plus soigneusement ciblées pour réduire les tensions inflationnistes. Améliorer le système d'imposition et réduire l'emploi informel contribueraient à consolider les finances publiques. L'amélioration du climat des affaires permettrait d'accélérer la croissance.

Enjeux sectoriels et thématiques

Signature de deux accords avec la BERD relatifs à la production et au stockage d'électricité provenant de sources renouvelables. Le ministre de l'Énergie, Rosen Hristov, et le premier vice-président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Jürgen Rigterick, ont signé [le 31 mars](#) deux accords liés à des investissements prévus au titre du plan national de relance et de résilience visant à soutenir des nouvelles capacités de production et des infrastructures nationales de stockage d'électricité provenant de sources renouvelables. La BERD s'engage de réaliser des études sur les technologies de stockage d'énergie existantes, de déterminer celle qui convient le mieux à la Bulgarie et d'organiser ensuite des appels d'offres pour deux systèmes de stockage comprenant la conception, la fourniture des équipements, la construction et la mise en service.

Elaboration d'une feuille de route hydrogène. Le ministre des Innovations et de la croissance, Alexander Pulev, a annoncé [le 4 avril](#), lors d'un forum réunissant des investisseurs présents dans la zone industrielle Trakia (à proximité de la ville de Plovdiv) l'élaboration par le gouvernement intérimaire d'une feuille de route hydrogène ouvrant des opportunités pour des investissements dans les technologies de l'hydrogène vert. M. Pulev a indiqué également que son ministère ouvrira en avril une procédure dans le cadre du Plan de relance et de résilience, pour 212 M BGN (108 M EUR), dédiée au développement des zones industrielles en y soutenant des investissements verts.

L'industrie automobile en Bulgarie représente 11% du PIB, d'après [les données](#) du ministère de l'Economie et de l'industrie. Les compagnies engagées dans le secteur sont plus de 300, emploient près de 67 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 2,2 Md EUR.

Chypre

Macroéconomie et finances

Le FMI souligne la résilience de l'économie chypriote en 2022 et s'attend à un ralentissement de la croissance en 2023. [Suivant l'achèvement de la mission de ses services au titre du prochain article IV](#), l'institution a mis en exergue la dynamique de la demande domestique, la bonne saison touristique et les nombreuses arrivées d'entreprises technologiques sur l'île en 2022. La croissance devrait cependant ralentir à +2,5% en 2023, après avoir atteint +5,6% en 2022, en raison de la baisse du revenu disponible des ménages et du resserrement des conditions monétaires. L'inflation reculera progressivement mais restera élevée, à près de 4% en 2023, du fait d'une transmission de la hausse des prix énergétiques au reste de l'économie et de tensions sur le marché du travail qui génèrent des pressions salariales. Le Fonds recommande à ce titre la non-révision à la hausse du mécanisme d'ajustement du coût de la vie (CoLA), qui affaiblirait la résilience économique et la compétitivité de l'économie chypriote. Sur le plan fiscal, le FMI souligne le bon calibrage des mesures exceptionnelles de soutien, chiffrées à 1% du PIB, et salue la tenue des comptes publics, qui ont dégagé un excédent primaire de +3,8% du PIB en 2022. La poursuite d'une politique budgétaire prudente est ainsi encouragée pour maintenir la trajectoire baissière de la dette publique, qui est tombée sous les 87% du PIB en 2022. L'amélioration de la stabilité financière est également recommandée via la mise en œuvre d'un mécanisme de saisie efficace permettant de réduire à terme le taux de NPLs. Le FMI soutient enfin la mise en œuvre des réformes inscrites dans le plan de relance chypriote en ce qui concerne la gouvernance, la double

transition (digitale et verte) de l'économie et la résorption de l'inadéquation des compétences sur le marché du travail.

Le 4 avril, Chypre a émis avec succès sa [première obligation souveraine « verte »](#) à hauteur de 1 Md€. De maturité 10 ans, cette dernière a été largement sursouscrite (12 Mds€) pour un taux d'intérêt final de 4,219%. Les principaux investisseurs sont étrangers (à 80%), majoritairement en provenance du Royaume-Uni (24%), des pays du Nord de l'Europe (12,6%) et de la péninsule ibérique (11,3%). Chypre a annoncé en janvier, [à travers un plan cadre de financement durable](#), son intention de recourir plus fréquemment à des emprunts durables pour compléter les objectifs du plan de relance et de résilience. Les fonds levés via cette émission seront utilisés pour financer des projets promouvant la durabilité, la lutte contre le changement climatique et d'autres objectifs environnementaux et sociaux. Pour rappel, [l'encours nominal de dette publique](#) atteignait **23,1 Mds€ à la fin du quatrième trimestre 2022, soit environ 85,5% du PIB**. Ce montant était en légère diminution sur 3 mois (-2,7%) suite au remboursement d'une obligation domestique d'un montant de 610 M€, la dernière de la série d'obligations émises à l'été 2018 par le gouvernement pour faciliter la vente de l'ancienne Cooperative Cyprus Bank à Hellenic Bank. En 2023, les échéances de remboursement se chiffrent à environ 1,4 Md€, comprenant notamment le remboursement d'une obligation EMTN de 1 Md€ en juillet.

Le [ratio de prêts non-performants](#) diminue sur un mois en décembre 2022, à 9,5%, contre 10,5% en novembre. Au total, ces NPLs représentent 2,31 Mds€ dans le bilan des banques chypriotes, contre plus de 24 Mds€ au plus haut de la crise en 2014 et 3 Mds€ fin 2021. Le crédit aux ménages présente un ratio de créances douteuses plus élevé (12,1%) que celui des entreprises non financières (8,0%). Le taux de provision de ces créances douteuses est de 47,5%.

Enjeux sectoriels et thématiques

Visite du Président Nikos Christodoulides en Egypte et discussions autour du renforcement des relations bilatérales dans le domaine énergétique. [Le second déplacement officiel de Nikos Christodoulides](#), après celui en Grèce, a notamment été l'occasion de discuter des opportunités de transfert du gaz naturel chypriote vers les usines de liquéfaction égyptiennes. En outre, les deux pays ont exprimé leur volonté de soutenir conjointement l'inclusion du projet d'interconnexion électrique EuroAfrica dans la liste des projets d'intérêt commun de l'UE. La mise en place d'un conseil d'affaires bilatéral a également été décidée. Les deux chefs d'Etat ont enfin convenu d'organiser la prochaine conférence intergouvernementale entre Chypre et l'Égypte en septembre à Nicosie.

Au cours du mois de février, [71 921 touristes ont visité Chypre](#), marquant une progression de +65,6% sur un an. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (27,2% des entrées), Israël (12,8%), la Grèce (12,6%) et la Pologne (9,8%). CYPSTAT indique également que [les recettes liées au tourisme ont atteint 45,6 M€ en janvier 2023, en hausse de +61,7% sur un an](#). La dépense moyenne par voyageur atteint 504€, en baisse de 21,4% sur un an, pour une durée de séjour de 8,6 jours en moyenne (contre 14,1 jours en janvier 2022).

Grèce

Macroéconomie et finances

En mars 2023, le taux d'inflation annuel de la Grèce recule à 5,4%, contre 6,5% en février, selon les données provisoires publiées par [Eurostat](#). Le taux d'inflation annuel de la zone euro a reculé à 6,9%, contre 8,5% le mois précédent. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, alcool & tabac devrait connaître le taux annuel le plus élevé en mars (15,4%, comparé à 15,0% en février), suivi des biens industriels hors énergie (6,6%, comparé à 6,8% en février), des services (5,0%, comparé à 4,8% en février). En revanche, le taux d'inflation annuel de l'énergie connaît une diminution importante (-14%), et s'établit à -0,9%, comparé à 13,7% en février dernier.

Le taux de chômage repart à la hausse en février 2023, à 11,4 %, contre 10,3 % en janvier 2023. Le nombre de chômeurs s'est élevé à 526 742, en baisse (15,2%) par rapport à février 2022 et en hausse (+11,3%) par rapport à janvier 2023. Le taux de chômage des femmes a reculé à 15,8%, contre 16,8% il y a un an. Idem pour celui des hommes qui est passé à 7,8%, contre 9,9% en février 2022. Le taux de chômage des 15-24 ans recule également, pour s'établir à 29,7%, contre 34,2% en février 2022, de même que celui des personnes de 25-74 ans qui atteint 10,4%, contre 12% il y a un an. ([ELSTAT](#))

Consolidation budgétaire: le ministre des Finances M. Staikouras a [annoncé](#) que la Grèce devrait dépasser ses objectifs primaires de 2022 en enregistrant un solde budgétaire primaire (hors intérêts de la dette) nul, contre un déficit initialement projeté de 1,6% du PIB dans la loi de finances 2023. Pour autant, il n'est pas acquis que cette information conduise les agences de notation à revoir leurs ratings⁽¹⁾ d'ici la tenue des élections et la formation d'un nouveau gouvernement. Pour rappel, Outre Moody's (Ba3 avec perspective positive), les agences de notation internationales S&P (BB+ Stable), DBRS (BB High), Scope (BB+ Positive) et Fitch (BB+ Stable) placent le pays à un cran de la catégorie d'investissement.

⁽¹⁾ les publications sont attendues de la part de Standard & Poors (21 avril); FITCH (9 juin); Scope Ratings (4 août); DBRS (8 septembre); Moody's (15 septembre); Standard & Poors (2ème consultation prévue pour le 20 octobre) et FITCH (2ème consultation prévue pour le 1^{er} décembre)

Enjeux sectoriels et thématiques

Reprise partielle, à partir du 3 avril, de la liaison entre Thessalonique et Athènes, à raison d'un trajet par jour, près de cinq semaines après la catastrophe ferroviaire. Deux trajets sont prévus à partir du 7 avril et trois à partir du 11 avril.

Procédure infructueuse, pour cause d'absence d'offre, de la deuxième phase de l'appel d'offres international relatif à la conversion d'un gisement gazier offshore épuisé au sud de Kavala (Nord de la Grèce). Selon le communiqué du maître d'ouvrage (Agence hellénique de privatisations [TAIPED](#)), ce dernier évaluera les conditions sur les marchés internationaux du gaz et la possibilité de relancer son marché via un nouvel appel d'offres. La faisabilité de stockage d'hydrogène figure parmi les nouveaux paramètres à examiner, selon TAIPED.

En janvier 2022, les recettes de voyage ont atteint 224 M€ (+71,9% en g.a.) [selon les données provisoires de la Banque de Grèce](#). La hausse des recettes de voyage est principalement due à une augmentation de +86,1% des flux de voyageurs entrants (635,5 k), la dépense moyenne par voyage ayant de son côté diminué de 7,6%. Les voyageurs en provenance d'Allemagne (+13,3% à 22,3 M), du Royaume-Uni (+48,3% à 20,2 M) et de France (+168,4% à 12,1 M) ont notamment augmenté. Ces recettes ont en outre permis de dégager un excédent de la balance des services de voyage à hauteur de 26,3 M€, en léger recul par rapport à janvier 2022 (-44 M€), contribuant à hauteur de 9,8% des recettes nettes totales des services et compensant 1,1% du déficit commercial. Complétant ces données, la Vice-Ministre du tourisme Sofia Zacharaki a en outre précisé que [le ministère tablait sur une augmentation de 15% des vols prévus vers la Grèce en 2023](#) par rapport à 2019.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Les prix à la production reculent en février. L'indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) a diminué de [-0,3 %](#) en février par rapport au mois de janvier, pour la première fois depuis septembre 2022. Les industriels profitent notamment du recul du prix à la production des biens intermédiaires pour l'industrie (-1,5 %), répercuté en partie sur les prix finaux. Par ailleurs, les prix à la production sur le marché étranger connaissent une plus forte baisse (-0,8 %) que sur le marché domestique (-0,1%). En glissement annuel, l'IPPI a cependant progressé de +21,6 %, principalement en raison de la forte hausse des prix de l'industrie énergétique (+39,9 %). Une dynamique désinflationniste est cependant observée depuis le mois d'août 2022.

La Banque Nationale de Roumanie continue d'accroître ses réserves de change en mars. La Banque Nationale de Roumanie a accru ses réserves de changes de +1,2 Mds EUR au mois de mars, ces dernières atteignant [53,2 Mds EUR](#). La Banque centrale a notamment profité d'une hausse sensible de réserves obligatoires contractées par les établissements de crédits roumains. Par ailleurs, si le stock d'or de l'institution est resté inchangé, sa valeur s'est appréciée de 25 M EUR, portant ces réserves internationales à 59,3 Mds EUR. La BNR, dont une des priorités est d'assurer la stabilité du RON, n'a pas eu à intervenir sur les marchés pour protéger sa monnaie depuis près d'un an, et a accru ses réserves de change de +13,1 Mds EUR depuis mars 2022, soit une hausse de +32,6 %.

Le taux de chômage recule légèrement en février. Le taux de chômage roumain a reculé de -0,1 pp en février, par rapport au mois de janvier, à [5,5 %](#). Malgré le ralentissement de l'économie observé au quatrième trimestre 2022 et anticipé au premier trimestre 2023, le chômage diminue dans le pays depuis le mois de novembre et atteint son plus bas niveau depuis septembre. 459 300 chômeurs sont ainsi recensés. Par ailleurs, la différence d'exposition au chômage selon le genre, qui atteignait 1,4 pp en juillet, continue de se résorber. Le taux de chômage masculin recule à 5,7 %, alors que le taux féminin stagne à 5,3 %. Il convient de souligner que le chômage concerne principalement les jeunes (15 - 24 ans), la population adulte connaissant le plein emploi (4,4 %).

Enjeux sectoriels et thématiques

Le tourisme étranger en Roumanie est en forte hausse depuis le début de l'année. En février, [813 400 touristes](#) ont été recensés en Roumanie, soit une hausse de +30,4 % par rapport à février 2022. En 2023, 1,6 M de touristes ont été accueillis dans les structures d'hébergement dédiés. Cette dynamique intervient après plusieurs années difficiles pour le secteur, confronté aux restrictions sanitaires successives. Malgré le rebond observé, les touristes étrangers représentent seulement 18,1 % du total. Ils proviennent, en premier lieu, d'Italie, d'Israël et d'Allemagne et sont 81,1 % à privilégier un séjour à Bucarest. Le tourisme domestique est également porté par la visite de la capitale, ou se rendent 43,0 % des touristes roumains, mais aussi par les sports d'hiver (28,5 %).

La Roumanie remet en cause le cadre européen pour l'export des céréales ukrainiennes. La Roumanie s'est associée à la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Bulgarie, afin d'appeler la Commission européenne à réviser les règles encadrant [l'accès des céréales ukrainiennes au marché européen](#). Les agriculteurs roumains, qui ont massivement stocké leurs récoltes au premier semestre 2022 en pariant sur de nouvelles hausses de prix, tiennent pour responsable les céréales venues d'Ukraine du recul des cours observés au deuxième semestre. Le gouvernement roumain dénonce une concurrence déloyale en raison des contraintes réglementaires moins importantes pour les agriculteurs ukrainiens et souhaite que les flux commerciaux de ces produits soient orientés en priorité vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Par ailleurs, le soutien de 10 M EUR proposé par la Commission européenne aux agriculteurs roumains est jugé très insuffisant.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr